

la lettre anticapitaliste



N° 7 - avril 2015

Le 9 Avril, presque 5000 personnes se sont rassemblées à 11h, place de la Mairie de Rennes, pour cette journée de grève interprofessionnelle nationale.

La CGT, FO, Solidaires et la FSU avaient appelé les salariés du public et du privé à observer une journée de grève et à manifester contre l'austérité, le chômage, le capitalisme, et les reculs sociaux imposés par le gouvernement.

A nos cotés, bon nombre de partis politiques, mais aussi des entreprises, des associations,...

Cette manifestation a permis de faire converger les multiples revendications et actions engagées par les différentes branches.

On trouve cependant au centre des revendications la mobilisation contre la loi Macron, le pacte de responsabilité et la rigueur budgétaire. Plus de précarité, plus d'exclusions, plus de misère, c'est la dure réalité de cette politique mise en œuvre par le gouvernement qui, au nom d'une hypothétique relance économique, attaque les acquis sociaux et les droits des salariés.

Imposées par le FMI, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne, ces politiques d'austérité ont des conséquences désastreuses pour les populations qui les subissent avec une violence toujours plus importante comme en Grèce ou en Espagne.

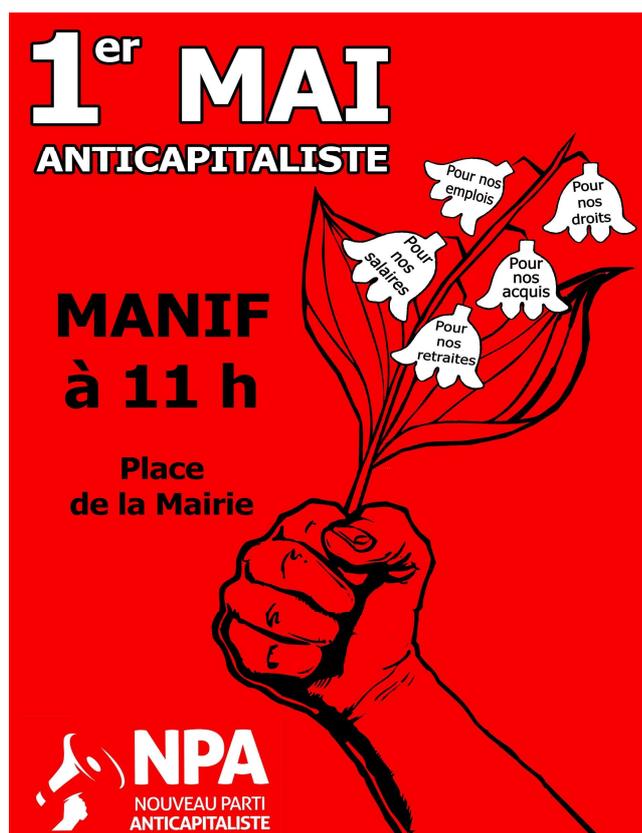
Le comité de soutiens au peuple grec était d'ailleurs présent pour faire entendre ses revendications, tout particulièrement concernant l'annulation de la dette.

Une importante délégation de salariés de l'entreprise de transport Moryglobal est venue grossir les rangs de la manifestation, afin de faire entendre leur mécontentement quand au dépôt de bilan de leur entreprise et, de ce fait, à leur licenciement. Ils ont ainsi terminé la manifestation par un feu devant la Mairie.

Le cortège était long sur le boulevard de la liberté, a bloqué la circulation dans le centre-ville et a engendré la déviation de certaines lignes de bus.

En somme, des ouvriers, des chômeurs, des retraités, tous solidaires, venus pour se battre et refuser de céder à une austérité grandissante, venus lutter pour leur emploi, leur salaire, leur condition de travail, venus tout simplement se défendre et soutenir leurs semblables.

Venez rejoindre le cortège du NPA dès 10h30 Place de la Mairie pour la fête des travailleurs/euses!!



Pour prendre contact avec le NPA à Rennes
npa.rennes@anticapitaliste-35.org

Restructurer la dette, arrêter l'austérité : les débuts difficiles du gouvernement Syriza

Le 25 janvier dernier, le parti de gauche Syriza remportait les élections législatives grecques. Les principaux dirigeants des pays de l'Union Européenne avaient pourtant tout fait pour dissuader les électeurs grecs de voter pour cette formation, Syriza prétendant remettre en cause les politiques d'austérité adoptées par les gouvernements précédents sous la pression de la troïka (Banque centrale européenne, Fonds Monétaire International, Commission européenne) et même demander l'annulation d'une partie de la dette.

Cependant, les institutions du capitalisme européen ont immédiatement choisi l'offensive en entraînant les émissaires du nouveau gouvernement dans de coûteuses négociations. En effet, un nouveau prêt ne serait accordé à la Grèce que si le gouvernement était en capacité de présenter une série de réformes capables d'augmenter les recettes et de réduire les dépenses de l'Etat grec, dans le prolongement des politiques d'austérité menées sous la tutelle de l'Union européenne. Sans capituler absolument, les négociateurs grecs, enfermés par le choix politique de la direction de Syriza de rester coûte que coûte dans la zone euro, ont déjà dû accepter de renoncer à appliquer pour le moment le programme du parti: les privatisations en cours sont entérinées, les augmentations du salaire minimum et des pensions de retraite reportées. Certes, des mesures d'urgence pour les plus démunis, l'embauche de quelques milliers de fonctionnaires ont été décidées, mais elles ne sauraient masquer l'ampleur des reculs consentis. Quant au projet de cesser de payer la part illégitime de la dette, il n'en est (pour l'instant?) plus question.

Dans ces conditions, la stratégie choisie par la direction de Syriza de défendre le maintien coûte que coûte de la Grèce dans la zone euro est aujourd'hui en débat, y compris au sein du parti. **Si les électeurs grecs n'ont pas voté pour la rupture avec l'UE, ils n'ont pas voté**

non plus pour la poursuite des politiques d'austérité.

La question qui se pose aujourd'hui pour Syriza pourrait se poser demain pour Podemos dans l'Etat espagnol ou pour toute formation politique opposée à l'austérité qui parviendrait au gouvernement: **est-il possible, dans un cadre national, de mener une politique alternative à l'austérité, sans rompre avec les institutions supranationales qui organisent cette austérité ?**

L'autre question est celle du rôle des mouvements populaires grecs. Leur rôle est crucial, à la fois pour défendre le gouvernement Syriza contre les attaques de forces de droite en Grèce et dans l'Union Européenne, mais aussi pour amplifier la mobilisation en faveur des salaires, des droits sociaux et exiger l'application des engagements électoraux de Syriza. Le rôle des mouvements de lutte dans les autres pays est également considérable: chaque mouvement d'ampleur contre les politiques néolibérales fragilise les tenants de l'austérité et fait naître parmi les classes populaires l'espoir d'un changement. Encore faut-il leur proposer une voie praticable pour sortir du capitalisme néolibéral... ce qui implique sans aucun doute de prendre le contrôle des capitaux, du secteur bancaire et de faire défaut sur la dette. Nul doute qu'un tel précédent en Europe encouragerait les mouvements de résistance populaire et renforcerait la crédibilité des formations politiques radicales.

C'est justement cette question de la dette, du mot d'ordre de son annulation, des précédents récents dans la restructuration ou le défaut sur la dette mis en œuvre par certains gouvernements, dont il sera question le 28 Avril lors d'une réunion publique organisée par le collectif de soutien au peuple grec. Le NPA vous invite à y venir nombreux. La lutte du peuple grec est la nôtre

Réunion publique : Peut-on annuler la dette ? le 28 Avril à 19 h 30

à la Maison des associations (Cours des alliés).

3 cas différents pour répondre (Grèce, Espagne, Equateur) interviendront lors de cette conférence-débat :

Guillaume Duval, directeur du journal Alternatives Economiques, Goulas Vangelis pour Syriza, Alberto Serrano pour Podemos, Pascal Franchet pour le CADTM

Grève des crèches municipales à Rennes

Une grève mobilisant le personnel des crèches a débuté le Mardi 24 Mars 2015 et a duré presque trois semaines, engendrant

de nombreuses perturbations, ainsi que la fermeture partielle de 12 des 16 crèches municipales de Rennes. A l'origine du mouvement, le syndicat Sud, qui avait appelé à une grève illimitée au sein des crèches mais également de d'autres services territoriaux.

A cette occasion, les salariés des crèches ont massivement milité pour un aménagement du temps de travail (plus d'heures pour plus de RTT), une amélioration des conditions de travail et le remplacement des personnes en arrêt. En effet, on assiste depuis plusieurs années à une augmentation du nombre d'enfants dans les crèches, sans avoir une augmentation de personnel.

Durant la grève, les parents étaient informés par voie d'affichages au sein des crèches, mais également par le biais de Rennes métropole qui fournissait, via son site internet, des informations pratiques destinées aux parents. Ces derniers nous affirment d'ailleurs qu'aucun préavis de grève n'a été déposé pour les semaines à venir. Le personnel semble pourtant prêt à reprendre la grève après les vacances scolaires, si la situation n'évolue pas et si la ville de Rennes n'agit pas rapidement.

« Nous souhaitons de meilleures conditions de travail et d'organisation pour nous permettre d'exercer notre profession au service du bien être et de la sécurité des enfants » proclamaient les assistantes maternelles sur l'une des banderoles brandies lors de la manifestation du 31 Mars.

Cette manifestation concernait la revalorisation salariale des employés territoriaux (personnel des crèches, mais aussi des piscines, des cantines...) qui se sont réunis de 11h à 13h sur la place de la Mairie. La grève avait cette fois été initiée par plusieurs syndicats : CGT, FO, FSU et Sud, dans le but de « contrer la politique d'austérité, et d'agir pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et le service public dans son ensemble ».

Suite à cela, la grève des crèches a perduré presque deux semaines mais semble s'être stoppée pour l'instant. La ville de Rennes, après avoir fait la sourde oreille pendant des années face aux revendications du personnel des crèches, s'est vue dans l'obligation d'agir et de revoir ses positions, demandant malgré tout aux salariés « du temps et de la patience ». Des négociations entre la ville de Rennes et le personnel des crèches sont engagées mais nous n'en connaissons pas l'issue pour l'instant, et ces négociations restent strictement confidentielles.

Notre hebdomadaire l'Anticapitaliste est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !
<http://www.npa2009.org/node/40123>

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>

Les salariés d'Ecocert en grève (NPA32)

Ecocert est la plus grosse entreprise de certification [1] du bio : leader français, européen et mondial ! Elle est souvent présentée comme un modèle d'entreprise verte avec ses 34 millions de chiffre d'affaires.

Mais il y a un revers à la médaille, 70 % des salariés touchent moins de 1 600 E net par mois malgré leur haut niveau de qualification (Bac +2 à ingénieur) alors que le PDG émarge à plus de 25 000 E. Pourtant leur entreprise fait des profits, d'ailleurs leur direction s'en vante, et touche des subsides importants de l'État : 300 000 E d'exonération fiscale.

Les sommes que les agricultrices et agriculteurs bio doivent payer – pour prouver qu'ils ne polluent et ne détruisent pas notre environnement (plus de 500 E pour une toute petite exploitation) – ne doivent pas engraisser les actionnaires d'Ecocert et gonfler les profits d'une entreprise privée à l'ambition de multinationale.

Les méthodes managériales décrites dans un article de Reporterre sont aux antipodes de celles d'une entreprise qui se prétend exemplaire. Les toulousains connaissent bien leur DRH qui a procédé au licenciement de plus de 800 personnes chez Freescale avant d'être nommée à Ecocert (cf. la tribune de Philippe Poutou sur ces licenciements ici.)

Pour tout savoir sur le soutien :

<http://www.npa32.fr/spip/spip.php?article1369>

<http://reporterre.net/Les-salaries-du-geant-de-l>

<http://www.npa-auto-critique.org/article-contre-la-fermeture-de-l-usine-freescale-ex-motorola-un-appel-du-npa-toulouse-pour-construire-un-l-86546149.html>



Aéroport de Notre Dame des Landes : la CGT rejoint la lutte !

La lutte continue contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) !

La ZAD est toujours occupée par quelques centaines de militant-e-s qui continuent à développer de nouveaux projets de résistance mais aussi de vie sur cette zone bocagère que les profits de Vinci et les destructeurs de l'UMP, du PS veulent bétonner.

La coordination, qui regroupe toutes les organisations contre l'aéroport et son monde dont le Nouveau Parti Anticapitaliste, continue ses réunions et propositions: la date des 11 et 12 juillet 2015 est à réserver pour le grand rassemblement de résistances, de fêtes et de débats qui aura lieu sur zone.

camarades : Enguerrand condamné à un an de prison, libéré depuis peu), menaces, destruction de cadre de vie, de la biodiversité, de zones humides, corruption, atteintes aux libertés, cadeaux aux multinationales, financement public d'intérêt privé par des impôts pesant majoritairement sur les plus pauvres, non respect du travail des salariés de l'aéroport actuel et des paysans de NDDL... Face à ces attaques, l'unité, la diversité des modes d'actions, l'auto-organisation de la lutte, la radicalité ont fait de cette résistance un exemple à suivre pour le mouvement social dans son ensemble.

C'est dans ce contexte qu'il est important que le monde du travail prenne part à cette lutte. **La CGT a décidé, ce mois-ci, après deux années de combat interne** dans lequel

les camarades du NPA44 ont été décisifs, **de rejoindre la lutte** au côté des organisations syndicales SOLIDAIRES, confédération paysanne, CNT, SLB. Le débat n'aura pas toujours été facile face à des militants PCF productivistes et élus avec le PS dans les collectivités locales de Loire Atlantique et de Pays de la Loire. Cependant, le débat a développé les arguments contre l'aéroport de NDDL comme socialement injuste, économiquement et environnementalement dangereux. L'aéroport de Nantes Atlantique ne pourra être supprimé, l'usine Airbus en a be-

soin et le financement de ce maintien n'est pas pris en compte dans le coût d'un éventuel « transfert » qui serait en réalité une nouvelle construction (juridiquement illégale). Les quelques 2000 salariés de l'aéroport de Nantes Atlantique ne veulent pas non plus être envoyés loin de leur domicile pour un projet inutile. De même, la CGT dénonce le projet de Nddl construit en partenariat public privé qui privatiserait les profits et ferait porter les coûts sur la population. La CGT se solidarise également avec les paysans dans la lutte pour le maintien de leur emploi et elle s'indigne de la mise en danger délibérée des travailleurs, passagers, riverains s'expliquant par le non rénovation de l'actuel aéroport. Enfin, elle se prononce pour le maintien de l'aéroport à Nantes Atlantique avec de meilleures conditions de travail...

Cette décision de la CGT a été prise au niveau régional, départemental mais également au sein des sections d'Airbus et de Nantes Atlantique. Elle représente des milliers de travailleurs qui découvriront ou continueront la lutte contre ce projet néfaste ! Au côté de toutes les formes de résistance sur le terrain, la grève pourrait bien s'inviter dans le cadre d'une nouvelle tentative de construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Un vrai enjeu anticapitaliste !

11 et 12 juillet
Notre-Dame
des-Landes 2015

Dans cette lutte, le NPA a toujours insisté pour la convergence des différentes revendications s'opposant à l'aéroport. Ce projet d'aéroport révèle la nature du capitalisme dans sa totalité. Le développement du capitalisme a un coût : répression, mutilation, condamnation à des interdictions de territoire, de manifester, à de la prison ferme (dont l'un de nos